

**Universal Periodic Review  
(44<sup>th</sup> working group session)  
Contribution of UNESCO to Compilation of UN information**

**Burkina Faso**

**I. RATIFICATION OF UNESCO CONVENTIONS**

<b>TITLE</b>	<b>Date of ratification, accession, acceptance or succession</b>	<b>Declarations/Reservations</b>	<b>Recognition of specific competences of treaty bodies</b>	<b>Reference to the rights within UNESCO's field of competence</b>
Convention against Discrimination in Education (1960)	Ratification : 04/09/2012			The right to education
Convention concerning the Protection of the World Cultural and Natural Heritage (1972)	Ratification : 02/04/1987			The right freely to participate in the cultural life of the community
Convention for the Safeguarding of the Intangible Cultural Heritage	Ratification : 21/07/2006			The right freely to participate in the cultural life of the community

(2003)			
Convention on the Protection and Promotion of the Cultural Diversity of Cultural Expressions (2005)	Ratification : 15/09/2006		The right freely to participate in the cultural life of the community

## II. REVIEW OF LEGISLATIVE, REGULATORY AND POLICY FRAMEWORKS AND IMPLEMENTATION

### A. RIGHT TO EDUCATION

#### Cadre législatif, réglementaire et politique

1. La Constitution du Burkina Faso<sup>1</sup> consacre le droit à l'éducation pour ses citoyens : "Tout citoyen a le droit à l'éducation" (article 27) et la loi sur l'éducation<sup>2</sup> garantit le droit à l'éducation pour tous dans son article trois : "Toute personne vivant au Burkina Faso a droit à l'éducation, sans discrimination aucune, notamment celle fondée sur le sexe, l'origine sociale, la race, la religion, les opinions politiques, la nationalité ou l'état de santé."
2. Le Burkina Faso garantit également neuf ou dix ans d'enseignement primaire et post-primaire obligatoire (éducation de base) qui sont également gratuites. La gratuité de l'éducation primaire et secondaire se limite donc à 10 années, contrairement aux 12 années recommandées dans le cadre d'action pour la mise en œuvre de l'ODD 4. L'éducation préscolaire n'est ni obligatoire ni gratuite, contrairement à ce qui est recommandé dans le cadre d'action. En revanche, le Burkina Faso a adopté une stratégie nationale de développement accéléré de l'éducation préscolaire pour la période 2021-2025<sup>3</sup>. Cette stratégie a pour objectif global de « promouvoir un développement accéléré de l'éducation préscolaire au Burkina en faisant passer le taux brut de préscolarisation national de 5.2% en 2019 à 10% en 2023 et à 15% en 2025 ».

<sup>1</sup> <https://presidencedufaso.net/wp-content/uploads/2019/04/La-constitution-du-Burkina-Faso.pdf>

<sup>2</sup>

<https://www.unesco.org/education/edurights/media/docs/5ddf10a8470779f05b84df3b60519ee77da7765a.pdf>

<sup>3</sup> [https://fasoeducation.bf/espace\\_enseignants/referentiels\\_prescolaire/strategie\\_nationale\\_developpement\\_accelere\\_education\\_prescolaire\\_sndaep.pdf](https://fasoeducation.bf/espace_enseignants/referentiels_prescolaire/strategie_nationale_developpement_accelere_education_prescolaire_sndaep.pdf)

Cette stratégie démontre la volonté du pays de répondre à la recommandation faite lors de l'EPU précédent concernant le renforcement des efforts pour protéger les droits des enfants, y compris le droit à l'éducation (125.153).

3. Le Burkina Faso a adopté une Stratégie Nationale de Développement de l'Education Inclusive (SNDEI 2018-2022).<sup>4</sup> Le pays a également publié un plan d'urgence pour l'Education pour la période 2020-20215, en raison de la situation sécuritaire et du nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays. Un plan d'action triennal 2021-2023 de la stratégie nationale sur la question enseignante au Burkina a également été publié en 20206, ses deux objectifs sont la mise à disposition des structures éducatives des enseignants qualifiés en nombre suffisant et l'amélioration du niveau de motivation des personnels enseignants.

#### Accès à l'éducation pour tous

4. Dans le cadre du dernier cycle EPU, le Burkina Faso s'est vu recommander de continuer ses efforts pour améliorer l'accès à l'éducation de qualité pour tous. En 2019, le Burkina Faso a adopté une stratégie nationale de scolarisation des élèves des zones à forts défis sécuritaires pour la période 2019-20247. Cette stratégie a mis en place trois axes principaux : l'accès à l'éducation et à un environnement protecteur et sécurisé, l'enseignement et apprentissage de qualité, et pilotage et coordination. Parmi les objectifs, on trouve notamment : « faciliter l'accès et le maintien des filles et des enfants en situation de vulnérabilité », ce qui constitue un élément de réponse aux recommandations sur la nécessité de continuer les efforts pour l'accès à l'éducation de qualité pour tous, et de prendre des mesures supplémentaires pour encourager l'inclusion des étudiants handicapés (125.159) et d'améliorer la scolarisation des filles (125.131).

#### Age légal du mariage

5. L'âge légal du mariage est fixé à 17 ans pour les filles et à 20 ans pour les hommes. Une dispense d'âge peut être accordée par le tribunal, avec un âge minimum absolu fixé à 18 ans pour les hommes et à 15 ans pour les filles. Selon la recommandation/commentaire général(e) conjoint(e) CEDAW-CRC8, un enfant capable de moins de 18 ans peut être autorisé à se marier à condition qu'il ait au moins 16 ans et que ces décisions soient prises par un

<sup>4</sup> Celle-ci ne semble pas être disponible en ligne au moment de la rédaction

<sup>5</sup> [https://planipolis.iiep.unesco.org/sites/default/files/ressources/burkina\\_faso\\_plan\\_urgence\\_2020-2021.pdf](https://planipolis.iiep.unesco.org/sites/default/files/ressources/burkina_faso_plan_urgence_2020-2021.pdf)

<sup>6</sup> [https://planipolis.iiep.unesco.org/sites/default/files/ressources/burkina\\_faso\\_2020\\_menapln-burkina\\_faso\\_plan-action-triennal-2021-2023-snaque\\_fr\\_0.pdf](https://planipolis.iiep.unesco.org/sites/default/files/ressources/burkina_faso_2020_menapln-burkina_faso_plan-action-triennal-2021-2023-snaque_fr_0.pdf)

<sup>7</sup> <https://planipolis.iiep.unesco.org/sites/default/files/ressources/strategie-de-scolarisation-des-eleves-des-zones-a-forts-defis-securitaires-version-finale.pdf>

<sup>8</sup> Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women – Committee of the Rights of the Child

juge sur la base de motifs exceptionnels légitimes, définis par la loi et sur la preuve de la maturité. Une telle mesure pourrait permettre de réduire les barrières d'accès à l'éducation pour les filles, tels que recommandé dans le précédent EPU (125.131 and 125.137).

#### Education des filles enceintes et jeunes mères

6. Lors du dernier EPU, le Burkina s'est vu recommander de continuer ses efforts pour améliorer l'accès à l'éducation des filles et des femmes enceintes (125.121). En 2020, le Burkina Faso a publié un « guide d'orientation et de coordination des actions de prévention de la sexualité précoce, de gestion des cas de grossesses et mariages d'enfants en milieu scolaire » afin d'assurer le maintien des filles enceintes dans le système scolaire. Cependant, il existe également un décret 74 – 4659, qui, s'il interdit explicitement d'exclure les élèves enceintes et leur permet de redoubler suite à l'accouchement, limite cette possibilité de redoublement qui ne peut pas avoir lieu si l'élève avait déjà redoublé auparavant. De plus l'élève enceinte n'est autorisée à réintégrer l'internat après l'accouchement que "si l'administration de l'établissement juge cela possible et acceptable", ce qui ne constitue pas une garantie suffisante de la réintégration de l'élève dans le système scolaire.

#### Taux d'inscription

7. Les taux bruts d'inscriptions en 2021 étaient de :
  - 7% au total au niveau préscolaire, 6% pour les garçons et 7% pour les filles ce qui représente une amélioration par rapport aux années précédentes ;
  - 92% au total au niveau primaire, 93% pour les filles et 91% pour les garçons, ce qui représente une diminution par rapport à 2018 où les taux étaient respectivement de 96%, 95% et 97% ;
  - 39% au total au niveau secondaire, 41% pour les filles et 37% pour les garçons, ce qui représente une diminution par rapport à 2020 où les taux étaient respectivement de 41%, 42% et 39% ;
  - 10% au total au niveau supérieur, 7% pour les filles et 12% pour les garçons, ce qui représente une amélioration par rapport aux années précédentes.

#### Dépenses publiques

8. En 2020, le pourcentage du PIB alloué à l'éducation était de 5,5 % et le pourcentage des dépenses publiques totales alloué à l'éducation était de 21,6 %.<sup>10</sup>

#### Education digitale

9. En 2020, afin de répondre aux défis soulevés par la COVID-19, le ministère de l'Éducation nationale a adopté un plan de réponse pour la continuité

<sup>9</sup> <https://features.hrw.org/features/african-union/files/Burkina%20Faso%20-%20De%CC%81cret%20No.%2074%20465%20du%201974%20Re%CC%80glementant%20les%20conditions%20de%20fre%CC%81quentation%20scolaire%20des%20Ele%CC%80ves%20en%20Grossesse%20.pdf>

<sup>10</sup> [sdg4-data.uis.unesco.org](https://sdg4-data.uis.unesco.org)

éducative<sup>11</sup> dont les objectifs incluent la production de ressources pédagogiques numériques et leur diffusion par la radio, télé et grâce à internet. En 2021, le Ministère travaillait sur l'élaboration d'une stratégie de l'amélioration de l'accès et de la qualité de l'éducation par le numérique et la formation à distance<sup>12</sup> mais ladite stratégie ne semble pas avoir été adoptée.

#### Discrimination dans le domaine de l'enseignement (consultations de l'UNESCO)

10. Le Burkina Faso a soumis des rapports dans le cadre de la 9ème et de la 10ème consultation concernant la mise en œuvre de la Convention et de la Recommandation concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement.

### **B. FREEDOM OF OPINION AND EXPRESSION AND RIGHT TO INFORMATION**

#### Constitutional and legislative frameworks

11. The Burkina Constitution of 1991, amended in 2012, guarantees the freedom of opinion, press and the right to information (Article 8). It provides that the rights to freedom of expression and free diffusion of opinion are guaranteed within the limit of laws and regulations in force.<sup>13</sup>
12. Though the Penal Code (Law 025-2018/AN)<sup>14</sup> provides for custodial sanctions in case of defamation with duration of two months to one year, but up to five years if the defamation is perpetrated through electronic communication (Article 524-4), the dispositions are not applicable to natural or legal persons covered by the status of the written press, the online press and the audiovisual press (Article 524-13). The Penal Code thus decriminalizes press offenses.
13. Burkina Faso adopted in 2015 a law on access to information<sup>15</sup> (Law 051-2015/CNT). Access to public information and documents is guaranteed to all on an equal and free-of-charge basis. Exceptions to access are provided by law (Article 6) and generally related to classified information or documents.

#### Implementation of the law

14. The law on access to information provided for the creation of the National Authority on Access to information (Autorité nationale d'accès à l'information publique, ANAIP) to facilitate the implementation of the law. Although its creation is established by law, the ANAIP is yet to be established in the country.

#### Safety of journalists

---

<sup>11</sup> [https://planipolis.iiep.unesco.org/sites/default/files/ressources/burkina\\_faso\\_menapln\\_covid.pdf](https://planipolis.iiep.unesco.org/sites/default/files/ressources/burkina_faso_menapln_covid.pdf)

<sup>12</sup>

[https://www.education.gov.bf/informations/actualites/articles?tx\\_news\\_pi1%5Baction%5D=detail&tx\\_news\\_pi1%5Bcontroller%5D=News&tx\\_news\\_pi1%5Bnews%5D=486&cHash=735dfc92b843ee1f48484c888a3f999c](https://www.education.gov.bf/informations/actualites/articles?tx_news_pi1%5Baction%5D=detail&tx_news_pi1%5Bcontroller%5D=News&tx_news_pi1%5Bnews%5D=486&cHash=735dfc92b843ee1f48484c888a3f999c)

<sup>13</sup> <https://www.wipo.int/edocs/lexdocs/laws/fr/bf/bf017fr.pdf>

<sup>14</sup> <https://academiedepolice.bf/index.php/telechargement/category/38-codes?download=163:la-loi-portant-code-penal>

<sup>15</sup> <https://www.ictpolicyafrica.org/fr/document/n37cg46xxob>

15. According to UNESCO<sup>16</sup>, two journalists were killed in Burkina Faso in 2021, bringing the number of journalists killed to three since 2006, when the organization started systematically monitoring the killings of journalists (and as of 31 January 2023). No information has been provided by the Government regarding the investigation or judicial inquiry of the two recent cases, while the third is still unresolved.

### **III. RECOMMENDATIONS**

#### **A. RIGHT TO EDUCATION**

16. Le Burkina Faso devrait être encouragé à :

- i. Poursuivre ses efforts pour assurer la gratuité de l'éducation dans les faits, et amender la législation pour assurer 12 années d'éducatons gratuites ;
- ii. Poursuivre ses efforts visant à mettre en œuvre le plan d'urgence pour l'éducation afin d'assurer le droit à l'éducation malgré la situation sécuritaire ;
- iii. Continuer les efforts pour améliorer l'éducation préscolaire, y compris le taux d'inscription et envisager de mettre en place une année d'éducation préscolaire gratuite et obligatoire ;
- iv. Modifier le décret concernant la scolarisation des filles enceintes afin qu'aucune de ses dispositions ne puissent être utilisées pour restreindre leur accès au lieu de le faciliter ;
- v. Harmoniser l'âge du mariage pour les hommes et les femmes et le porter à 18 ans ;
- vi. Continuer à partager avec l'UNESCO toute information pertinente pour la mise à jour du profil pays de l'Observatoire de l'UNESCO sur le droit à l'éducation<sup>17</sup> et Son Atlas.<sup>18</sup>

#### **B. FREEDOM OF OPINION AND EXPRESSION AND THE RIGHT TO INFORMATION**

17. Burkina Faso is recommended to advance the establishment of the ANAIP ensure its independence according to international standards.

18. Burkina Faso is recommended to continue investigating the cases of killed journalists and to voluntarily report on the states of judicial follow-up to UNESCO and the SDG 16.10.1 monitoring process.

---

<sup>16</sup> <https://en.unesco.org/themes/safety-journalists/observatory/country/223663>

<sup>17</sup> <https://fr.unesco.org/themes/droit-education/base-de-donnees>

<sup>18</sup> <https://fr.unesco.org/education/girls-women-rights>

### **C. RIGHT FREELY TO PARTICIPATE IN THE CULTURAL LIFE OF THE COMMUNITY (CULTURAL RIGHTS)**

19. As a State Party to the Convention concerning the Protection of the World Cultural and Natural Heritage (1972), the Convention for the Safeguarding of the Intangible Cultural Heritage (2003) and the Convention on the Protection and Promotion of the Diversity of Cultural Expressions (2005), Bangladesh is encouraged to fully implement the relevant provisions that promote access to and participation in cultural heritage and creative expressions and, as such, are conducive to implementing the right to take part in cultural life as defined in article 27 of the Universal Declaration of Human Rights and article 15 of the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights. In doing so, Bangladesh is encouraged to give due consideration to the participation of communities, practitioners, cultural actors and civil society organizations, as well as vulnerable groups (minorities, indigenous peoples, migrants, refugees, young people and persons with disabilities), and to ensure that equal opportunities are given to women and girls to address gender disparities.

### **D. THE RIGHT TO SHARE IN SCIENTIFIC ADVANCEMENT AND ITS BENEFITS**

20. Burkina Faso did not submit its National Report on the implementation of the Recommendation on Science and Scientific Researchers (2017) for the consultation period from 2017 to 2020. Therefore, Burkina Faso is encouraged to report to UNESCO on its implementation actions, especially noting legislative or other measures adopted by it with the aim to ensure application of these norms and standards in national law, policy and practice paying a particular attention to the legal provisions and regulatory frameworks which ensure the implementation of human rights of scientific researchers themselves (rights of association, freedom of research, expression and publication, etc.) and human rights obligations related to the practice of science generally: the human rights related to access to and uses of scientific knowledge through education; the sharing of benefits of scientific progress and its applications; the principle of non-discrimination, requiring in this case active promotion of women and girls entering scientific careers; protection for the rights of human subjects of research; and promotion of the science society interface. Furthermore, Burkina Faso is encouraged to expand input on issues covered by the 2017 Recommendation in its national report to the UPR to

allow further discussions thereon at the Human Rights Council and the formulation of specific recommendations. Within this framework, Burkina Faso is urged to consider expanding the scope of application of freedom of expression to include scientists and scientific researchers and also to address the relevant dimensions of the right to science in its reporting on the impact of the COVID-19 pandemic and the assessment of responses thereto.